

**Questions jointes de MM. Van den Driessche, Maingain et Fassi-Fihri
concernant « l'échec des négociations entre le RSCA et B/G, ses
conséquences sur le projet d'Eurostadium et le stade Roi Baudouin »**
**Mondelinge vraag van de heer Van den Driessche, de heer Maingain en de
heer Fassi-Fihri betreffende “het opblazen van de onderhandelingen tussen
RCSA en Ghelamco/BAM, de gevolgen daarvan voor het
Eurostadionproject en het Koning Boudewijnstation”**

Question jointe de Mme Nagy

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de burgemeester, ik heb enkele vragen bij het opblazen van de onderhandelingen tussen RCSA en Ghelamco/Bam.

Wat zijn de gevolgen daarvan voor het Eurostadion-project?

Is het niet dringend tijd om de afbraak van het Koning Boudewijnstadion stop te zetten zodat de atletiek van deze stad en de Memorial Van Damme kunnen worden gered?

Is het niet dringend tijd om de optie "renovatie van het Koning Boudewijnstadion" opnieuw op de agenda te zetten zodat het EK-voetbal voor ons land niet in gevaar komt?

Hoe verklaart u dat deze onderhandelingen worden opgeblazen, wetende dat de bevoegde schepen in de gemeenteraad van 7 september verklaarde dat het contract Anderlecht/GB rond was?

Ik heb vernomen dat op 30 september de zakelijke rechten zouden zijn overgedragen op het stadion. Klopt dat? Moet dat niet gebeuren bij beslissing van de gemeenteraad?

M. Maingain.- Comme beaucoup, j'ai été stupéfait d'apprendre que le conseil d'administration du RSCA refusait d'approuver la dernière mouture du projet financier lié au nouveau stade de Grimbergen. Cette annonce sous-entend que l'on nous avait, peut-être, menti. Le jour où notre Conseil communal votait les divers accords liant la Ville et la société B/G sur la construction du futur stade

de Grimbergen, je vous avais posé la question suivante : « Garantissez-vous la participation du RSCA au montage, à la construction et à l'exploitation du nouveau stade ? » Vous aviez répondu par l'affirmative. La participation à la construction et à l'exploitation du stade est-elle sûre et certaine, ou nous avez-vous menti ?

Il ressort de vos déclarations une certaine légèreté dans la gestion du dossier. Vous avez affirmé pouvoir comprendre les hésitations d'une entreprise comme le RSCA à s'engager pour 30 ans dans un montage financier aussi périlleux. Dès lors, je m'étonne que vous, gestionnaire public, n'ayez pas les mêmes hésitations ou les mêmes doutes avant d'engager les Bruxellois dans cette aventure risquée. La convention que nous avons signée avec B/G est assortie d'une série de clauses de sortie au cas où, en cours d'exploitation, le club résident décidait de quitter cette enceinte. Quelles seraient les conséquences juridiques et financières d'une telle

décision ? Nous avons dénoncé, à l'époque, les effets cachés de telles clauses. Malgré les risques, vous continuez de prendre des engagements financiers pour la réalisation de ce projet.

Depuis longtemps, nous plaidons pour une rénovation du stade Roi Baudouin. Vous nous avez répondu que cela était impossible et que votre priorité était la construction d'un nouveau stade à Grimbergen, lequel ne coûterait pas un euro d'argent public. Nous ne cessons de dénoncer les risques liés à ce projet en termes de délai et de financement. Si le projet n'aboutit pas, la rénovation du stade Roi Baudouin constitue-t-elle un plan B ?

Quelles seraient les conséquences d'une non-rénovation du stade Roi Baudouin sur l'organisation de l'Euro 2020 ? Cette entreprise est périlleuse et, cette fois, nous souhaiterions avoir des engagements clairs.

M. Fassi-Fihri.- Ce n'est pas la première fois que nous abordons le dossier du nouveau stade. J'espère qu'enfin, nous obtiendrons des clarifications. Le moment

est venu d'étudier les éléments factuels et de rassurer le Conseil communal et les Bruxellois.

Depuis l'annonce de la désignation du consortium chargé de la construction du stade, les incidents et les soubresauts se répètent, se multiplient, mais toujours dans le même sens : celui de susciter toujours plus inquiétudes et de questions. Au point de nous interroger sur le sens à donner à tout cela. Où va-t-on ? Où les décisions et les options prises par le Collège et l'échevin des Sports en particulier vont-elles nous mener, et mener les Bruxellois ?

Car ce qui ressort de ce dossier, depuis le début, c'est la tendance à systématiquement sacrifier l'intérêt des Bruxellois, au profit de celui des autres acteurs du dossier. Le bail emphytéotique prévoit que la Ville rachète le stade quasiment au prix du marché au terme du bail de 99 ans. Du jamais vu ! En outre, le canon d'un euro est purement symbolique.

La convention d'exploitation prévoit que la Ville injecte 4 millions € par an pendant 30 ans au minimum, soit 120 millions, voire le double, ce qui équivaut quasiment au prix d'un stade. Pourtant, on nous avait dit que cela ne coûterait rien aux contribuables bruxellois. Cela, il ne faut pas l'oublier !

Restent la survie du mémorial Van Damme et le devenir du stade Roi Baudouin. Là non plus, nous ne savons plus que penser : le Bourgmestre nous annonce que le stade Roi Baudouin ne sera pas maintenu, et l'échevin des Sports, ici même, nous dit que ledit stade reste une option comme les autres pour garantir la pérennité du mémorial Van Damme. Je vous demande, une fois pour toutes, de clarifier la situation.

Mentionnons également les études de tout genre, environnementales, juridiques, urbanistiques, qui n'étaient pas inscrites au budget. En outre, je crains que les contribuables bruxellois n'aient à payer la dépollution des sols.

Monsieur l'échevin, après tant de péripéties, d'engagements et de paroles données puis trahies, après tant de volte-face, nous ne savons plus où vous

emmenez les Bruxellois, ni si vous-mêmes le savez.

Ce qui est certain, par contre, c'est que le RSCA sait défendre ses intérêts. B/G considère déjà cette opération comme particulièrement rentable.

Mais où sont les intérêts de la Ville ? Que gagnera-t-elle dans ce projet ? Pour l'instant, c'est elle qui débourse et éponge les déficits. Mais qu'y gagnent encore les Bruxellois ? Pourquoi les contribuables bruxellois devraient-ils payer pour les profits du RSCA et des actionnaires de B/G ?

Nous connaissons votre histoire, votre lien particulier avec le monde du football, et votre amour sans limite pour ce sport. C'est respectable, mais cela ne vous autorise pas à construire ce stade coûte que coûte, en faisant payer la facture des autres par les Bruxellois. Ils ne vous ont pas mandaté pour cela.

Ma crainte est que la Ville ait à payer d'autres factures dans ce dossier.

Aujourd'hui, au nom de mon groupe et pour mettre fin à cette fuite en avant, je vous demande de vous engager à défendre les intérêts des Bruxellois, et uniquement des Bruxellois. Que ce stade ne se fasse pas sur leur dos, car vous n'avez pas mandat pour les faire payer. Alors, dites-nous jusqu'où vous êtes prêt à aller.

D'autres factures nous seront-elles présentées ? Vous engagez-vous formellement, devant nous, à ce que la Ville n'injecte plus un euro public ? Dites-le nous. Nous voulons savoir. Les Bruxellois veulent savoir. Vous nous devez la vérité.

Mme Nagy.- C'est avec stupéfaction que notre groupe et d'autres ont appris la décision du conseil d'administration du RSCA de se retirer momentanément du projet de stade national dont il devait être le locataire principal. Il s'agit d'un épisode de plus dans une saga qui tourne au vinaigre et que la Ville de Bruxelles a menée sans vision d'ensemble, en jouant cavalier seul sans tenir compte des nombreux avertissements de l'opposition.

Monsieur Courtois, vous vous demandez pourquoi notre pays serait le seul à ne pas investir dans des infrastructures sportives. La réponse est simple : nous avons un échevin des Sports qui, sans que rien ne lui ait été demandé, a donné sa parole que le stade ne coûterait pas un euro public. Or, lors de la présentation du bail emphytéotique signé par le Bourgmestre de Bruxelles et par son échevin des Sports, nous avons demandé à connaître les termes de l'accord qui liait B/G au RSCA. Et le Collège a refusé, estimant que « cela ne le regardait pas ».

L'empressement de l'échevin des Sports à faire aboutir cet accord a placé le club d'Anderlecht dans une situation très confortable. Le RSCA est en position de force par rapport au montage. Nous assistons sans doute, une fois de plus, à une phase de dramatisation visant à améliorer les conditions de sa location à B/G.

Mais, *in fine*, qui va payer ?

Le stade de Lille a coûté 700 millions et a donné lieu à un loyer de 4,7 millions pour le club résident ; le stade de Bordeaux a coûté 183 millions et a donné lieu à un loyer de 3,8 millions pour le club. Le nouveau président du Standard avait estimé que le RSCA devait raisonnablement payer un loyer plus important que les 10 millions sur la table. La Ville a consenti un loyer de 4 millions par an pendant 30 ans, soit 120 millions d'euros. Nous assistons à une véritable prise d'otages des pouvoirs publics, facilitée par l'empressement de l'échevin des Sports et de la Ville elle-même.

Il s'agit de sommes faramineuses qui influenceront directement sur les finances de la Ville. Il serait temps de remettre les compteurs à zéro et de dire aux Bruxellois où nous mènera cette spirale infernale des dépenses. Combien êtes-vous prêt à payer pour un stade tellement désiré par le Collège de la ville de Bruxelles ?

Nous voulons toute la clarté.

Nous voulons aussi qu'une solution soit trouvée pour l'athlétisme, et pas seulement pour le mémorial Van Damme. Nous voulons que les clubs qui utilisent actuellement le stade Roi Baudouin reçoivent une réponse claire. Le 11 septembre, l'échevin des Sports déclarait au journal *Le Soir* que pour le stade

Roi Baudouin, aucune décision définitive n'avait été prise et qu'il pourrait accueillir le mémorial Van Damme. Une semaine plus tard, le ministre-président de la Région, l'échevin des Finances et le Bourgmestre de la Ville de Bruxelles écartaient cette option. Admettons qu'il y a de quoi se poser des questions. Peut-on dire que 7 millions € dépensés en études ne représentent rien ? Que 120 millions d'investissements sur 30 ans ne représentent rien ?

Où la limite se situe-t-elle ?

J'attends vos réponses et j'espère que, pour une fois, le Collège de la Ville nous communiquera des éléments clairs qu'il ne niera pas dans une semaine.

M. Courtois, premier échevin.- Le RSCA a annoncé que le projet actuel lui posait quelques problèmes. En matière sportive, une série d'éléments ne sont pas prévisibles. On peut donc comprendre qu'avant de s'engager pour de longues années, un club souhaite que les choses soient parfaitement claires.

Un contrat doit être négocié entre 3 parties : B/G, le RSCA et la Ville de Bruxelles. Une difficulté a surgi entre deux des partenaires à propos du contrat liant le propriétaire et son locataire principal. Et tant qu'il n'y a pas d'accord sur tout, il n'y a d'accord sur rien. La Ville n'est pas partie prenante de la présente négociation. Si un accord est conclu entre le propriétaire et le locataire, il leur appartiendra de le rendre public. Les négociations se poursuivent parce qu'il n'existe pas de solutions alternatives pour le RSCA.

Nous assistons de façon récurrente à l'expression d'un fantasme, à savoir la rénovation du stade Roi Baudouin. Aujourd'hui encore, j'ai lu dans la presse que le ministre des Sports de la Communauté française avait annoncé qu'il « suffisait » de rénover le stade Roi Baudouin. J'ai beaucoup de compréhension pour le ministre des Sports. On lui a imposé cette compétence alors que ce n'était pas sa matière préférée, et on lui a confié un dossier qu'il ne maîtrise pas totalement. Depuis que je m'occupe de sports (1988), jamais un gouvernement fédéral n'a osé investir de l'argent public dans la rénovation d'un stade. Le seul

qui était prêt à le faire, c'était Yves Leterme.

Ce sont les mêmes qui refusent d'investir de l'argent public dans les infrastructures sportives et qui nous disent qu'il faut rénover le stade Roi Baudouin. Mais avec quel argent ? Aucun partenaire privé n'investirait un euro dans ce stade, car il n'est pas rentable. Depuis 2000, la Ville est la seule à le financer. La Région bruxelloise, l'État fédéral et la Fédération belge de football se sont retirés. Les négociateurs savent qu'il n'y a pas d'autre solution que le nouveau stade. Toute négociation donne lieu à des moments de crise. En l'occurrence, un partenaire privé a osé prendre des risques investir dans un tel projet.

Je suis confiant et serein : la première pierre du nouveau stade sera bientôt posée.

De heer Van den Driessche.- Mijnheer de burgemeester, de schepen zegt dat het slechts een kwestie is van het puntje op de i te zetten. Het probleem is dat er misschien wel een puntje is, maar wellicht geen i. Ik zal in enkele woorden uitleggen waarom dat er niet is.

Als we het financiële plaatje van de twee partijen, Ghelamco en Anderlecht, bekijken, merken we dat deze situatie ver van evident is.

Ik begin met Ghelamco. Bij het stadion van Gent had Ghelamco het grote voordeel dat ze bij de ontwikkeling van het stadion twee kantoortorens en een retailcentrum mee mochten ontwikkelen. Dat helpt om de investering in het stadion af te lossen.

In Brussel hebben ze een bijkomende handicap omdat het stadion wellicht een derde te groot is. Anderlecht heeft maar 40.000 plaatsen nodig, maar er wordt een stadion van 60.000 plaatsen gebouwd. Wie zal dat betalen? Ghelamco staat hier eigenlijk al met de rug tegen de muur.

Als we dan gaan kijken naar de toestand van Anderlecht moeten we ons twee zaken realiseren. Anderlecht kan, ten eerste, in het huidige stadion blijven, met

alle voor- en nadelen van dien. Als ze alles renoveren waar ze een vergunning voor hebben, dan gaat hen dat ongeveer 45 tot 50 miljoen euro kosten. Dat bedrag stemt ongeveer overeen met het bedrag dat ze voor vijf jaar huur van het Eurostadion aan Ghelamco betalen. Als ze het Eurostadion huren, moeten ze dertig jaar huur betalen, zonder dat ze eigenaar zijn. Het is dan toch niet meer dan normaal dat Anderlecht twijfelt.

Bovendien betalen zij daar ten opzichte van de Europese concurrenten die met hen vergelijkbaar zijn, bijvoorbeeld Ajax, de helft meer voor. Dat verschil is telkens een goede speler. Ik vrees dat de twee partijen niet veel manoeuvreerruimte hebben.

Ik ben het met de schepen volledig eens wanneer hij zegt dat er geen akkoord is zolang er geen akkoord is over alles. Dat betekent echter dat er twee keer, in juni en in september, gelogen is want er is telkens gezegd dat er een akkoord was, wat uiteraard niet het geval was. Ik heb op die vraag geen antwoord gekregen. Omtrent de bewering dat de renovatie van het Koning Boudewijnstadion een fantasme is, wil ik gewoon herhalen wat de initiatiefnemers zelf verklaard hebben, namelijk dat er geen overheidsgeld naar het stadion gaat. De oppositie heeft dat niet uitgevonden.

De renovatie van het Koning Boudewijnstadion voor 40.000 toeschouwers kost geen 110, maar wellicht ongeveer 70 tot 75 miljoen euro. Dat is al een stuk draagbaarder en ik ben er niet zeker dat de privésector die met een pps het stadion mag exploiteren voor de Memorial Van Damme, voor de nationale voetbalploeg geen privépartners zou kunnen aantrekken. Anders hebben we nog altijd 80 miljoen van de openbare parking die we daarvoor kunnen gebruiken. Ik concludeer. Ik heb geen antwoord gekregen op de vraag of het klopt dat de zakelijke rechten van het stadion overgedragen werden op 30 september.

M. Maingain.- Je sens une certaine exaspération sur les bancs de la majorité. Je peux comprendre : nous posons régulièrement les mêmes questions, mais les

réponses varient d'une séance à l'autre. Nous ne sommes pas responsables des propos contradictoires de l'échevin. La possibilité existe, aujourd'hui, que le RSCA se retire du projet. Nous n'avons reçu aucune réponse quant à l'impact d'une telle décision sur les finances de la Ville et la convention que nous avons signée.

Quel était l'objet de la conférence de presse de juin ? Il eût été plus judicieux de conclure des conventions tripartites. Dans la presse, au lendemain de la décision du conseil d'administration du RSCA, le président de B/G estimait que s'il manquait de l'argent, il faudrait que le pouvoir fédéral, la Région où la Ville compensent ce manque. C'est M. Courtois qui nous a dit qu'un stade pouvait être construit pour l'Euro 2020 sans dépenser un euro public.

Depuis des années, je demande une étude sérieuse sur une possible rénovation du stade Roi Baudouin et son financement.

Mme Nagy.- Je comprends l'énervement des uns et des autres, compte tenu des sommes considérables d'argent public qui sont en jeu. Jamais une étude n'a démontré que la rénovation du stade Roi Baudouin était impossible. Cette option doit donc être étudiée.

(Rumeurs)

Le Conseil communal, majorité contre opposition, a approuvé un investissement de 120 millions, par la Ville, dans un montage financier dont on nous avait dit qu'il se ferait sans argent public.

M. Courtois, premier échevin.- Quelle honte y a-t-il pour une ville de participer à un tel projet ? Quel péché le monde du sport a-t-il commis pour que personne n'ose dire qu'il faut des infrastructures sportives payées par le public ?

Pourquoi le monde du sport, qui est le plus grand baby-sitter du royaume, qui forme et encadre nos jeunes, ne dispose-t-il pas d'installations de niveau international pour le tennis, le hockey et d'autres sports ?

Mme Nagy.- La Ville de Bruxelles va donc investir 120 millions dans un stade qui ne lui appartiendra pas et qu'elle devra racheter au terme du bail emphytéotique. N'était-il pas possible d'envisager une opération de rénovation du stade Roi Baudouin sans fausses promesses de l'échevin Courtois - selon lesquelles pas un euro public ne serait engagé -, plutôt qu'une opération dans laquelle nous payons deux fois le stade ?

Pour interrompre une spirale qui nous emmène dans des dépenses dont nous ne connaissons pas l'objectif final et dans laquelle le RSCA a toute latitude pour négocier, il serait bon que nous envisagions des solutions alternatives.

M. Fassi-Fihri.- Je suis agacé par vos réponses alambiquées, par vos slogans. Vous prenez les gens pour des imbéciles, vous nous prenez pour des imbéciles, vous prenez les Bruxellois pour des imbéciles ! Et nous en avons assez !

Au lieu de venir pleurnicher ici, devant nous, en demandant ce que le sport a fait pour ne pas recevoir de fonds publics, vous auriez pu, en 2012, devant les Bruxellois, annoncer que si vous étiez élu, vous engageriez de l'argent public dans la construction d'un stade. Mais sans que personne vous le demande, vous avez affirmé le contraire. Vous avez dit qu'il n'y aurait pas d'argent public investi dans ce projet. Or vous êtes prêt à engager 4 millions € par an pendant 30 ans, voire 60 ans ! Et vous osez affirmer que vous assumez !

Le ministre régional Vanhengel a déclaré vendredi, au parlement, qu'il n'engagerait aucun argent public dans ce projet, conformément à l'accord gouvernemental.

Je vous demande de vous engager clairement ici, devant nous, à ce que la Ville de Bruxelles n'investisse plus d'argent public dans ce futur stade.

M. Ceux.- Je relève un problème de méthodologie dans la négociation.

L'échevin laisse discuter les deux autres parties, et nous devons payer l'accord

qu'elles auront conclu entre elles. Il enferme la Ville dans un rôle purement financier pour aider deux autres négociateurs.